

## Après une année 2015 décevante, les perspectives sont un peu plus favorables pour 2016

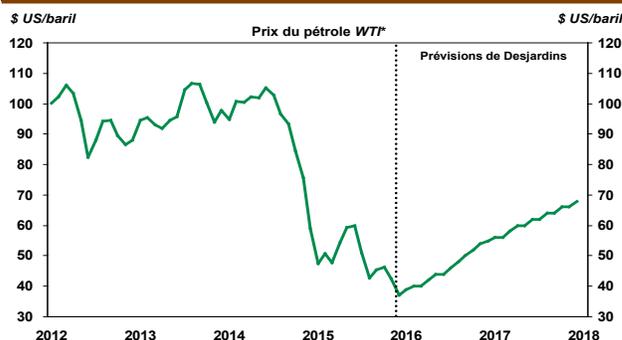
### FAITS SAILLANTS

- La croissance économique des pays avancés continuera de s'améliorer au cours des prochaines années, mais elle n'affichera pas de fortes accélérations. L'économie mondiale devrait obtenir un soutien un peu plus ferme de la part des pays émergents, et ce, malgré une économie chinoise qui ralentira de nouveau.
- Aux États-Unis, la croissance économique a ralenti sa cadence à l'été, et elle devrait aussi se montrer moins vive au quatrième trimestre de 2015. Le secteur manufacturier a particulièrement de la difficulté à sortir de sa torpeur.
- Au Canada, malgré l'embellie survenue à l'été, la croissance s'annonce décevante pour le quatrième trimestre alors que la faiblesse des prix du pétrole s'est intensifiée. Les perspectives de croissance sont toutefois plus favorables pour 2016 et 2017 alors que les effets négatifs associés à la baisse des prix de l'énergie s'estomperont graduellement et que les investissements du gouvernement fédéral en infrastructures augmenteront.
- Au Québec, l'accélération tant attendue de la croissance économique, qui a fait défaut en 2015 avec un rythme estimé de 1,3 %, devrait se manifester graduellement dès l'an prochain. En outre, la bonne tenue des exportations et le redressement des investissements des entreprises seront de bons points d'appui, tout comme les investissements en infrastructures.
- Des disparités importantes persistent au sein des perspectives économiques des autres provinces. Les provinces davantage orientées vers la fabrication continueront de bénéficier de la vitalité de la demande américaine et de la valeur plus faible du huard, soit l'Ontario, la Colombie-Britannique, le Manitoba ainsi que la plupart des provinces maritimes. À l'opposé, les provinces dépendantes des ressources naturelles continueront de souffrir de la baisse des prix de l'énergie, c'est-à-dire l'Alberta, la Saskatchewan ainsi que Terre-Neuve-et-Labrador.
- La Réserve fédérale (Fed) a amorcé un resserrement monétaire lors de la rencontre du 16 décembre. La Fed a toutefois clairement signalé que les augmentations des taux directeurs américains se feront de façon très graduelle.
- Les prix du pétrole et le huard devraient demeurer très faibles au cours des prochains mois, mais ils pourraient amorcer une légère remontée en seconde moitié de 2016. La Banque du Canada n'envisagera pas une hausse de ses taux directeurs avant 2017.

### TABLE DES MATIÈRES

Faits saillants .....	1
Risques inhérents aux scénarios.....	2
Prévisions financières .....	3
Prévisions économiques	
Outre-mer .....	4
États-Unis.....	6
Canada .....	8
Québec.....	10
Ontario et autres provinces.....	12

### Les cours pétroliers devraient demeurer très faibles en première moitié de 2016 avant d'amorcer une remontée graduelle



\* West Texas Intermediate.  
Sources : Datastream et Desjardins, Études économiques

**François Dupuis**  
Vice-président et économiste en chef

**Hélène Bégin**  
Économiste principale

**Mathieu D'Anjou**  
Économiste principal

**Benoit P. Durocher**  
Économiste principal

**Francis Généreux**  
Économiste principal

514-281-2336 ou 1 866 866-7000, poste 2336  
Courriel : [desjardins.economie@desjardins.com](mailto:desjardins.economie@desjardins.com)

**Jimmy Jean**  
Économiste principal

**Hendrix Vachon**  
Économiste senior

**Tableau 1**  
**Croissance du PIB mondial (ajusté selon la PPA\*) et taux d'inflation**

Pays ou zone	Poids** (%)	Croissance du PIB réel (%)			Taux d'inflation (%)		
		2015p	2016p	2017p	2015p	2016p	2017p
<b>Économies avancées</b>	<b>39,9</b>	<b>1,9</b>	<b>2,0</b>	<b>2,1</b>	<b>0,3</b>	<b>1,1</b>	<b>2,1</b>
États-Unis	16,1	2,5	2,5	2,7	0,1	1,4	2,5
Canada	1,4	1,2	1,7	2,2	1,1	1,5	2,0
Québec	0,3	1,3	1,5	1,7	1,1	1,6	2,1
Ontario	0,5	1,9	2,3	2,6	1,2	1,6	2,1
Japon	4,3	0,7	1,1	0,7	0,8	0,5	2,2
Royaume-Uni	2,3	2,4	2,4	2,3	0,1	1,0	2,0
Zone euro	12,1	1,5	1,5	1,6	0,1	0,8	1,5
Allemagne	3,4	1,5	1,8	1,6	0,3	1,1	1,8
France	2,4	1,1	1,0	1,6	0,1	0,7	1,4
Italie	2,0	0,7	1,0	1,3	0,1	0,6	1,4
Autres pays	4,1	1,1	1,3	1,5	0,6	1,0	1,5
Australie	1,0	2,2	2,6	3,0	1,6	2,1	2,7
<b>Économies émergentes et en développement</b>	<b>60,1</b>	<b>3,9</b>	<b>4,2</b>	<b>4,6</b>	<b>6,9</b>	<b>5,7</b>	<b>5,1</b>
Asie du Nord	24,6	6,8	6,7	6,6	2,0	2,1	2,7
Chine	16,6	6,8	6,5	6,3	1,5	1,6	2,2
Inde	6,8	7,5	7,6	7,6	5,0	5,0	5,3
Asie du Sud	5,1	4,2	4,4	4,7	3,0	3,0	3,4
Amérique latine	7,1	(0,6)	0,5	2,4	24,0	19,2	13,8
Mexique	2,0	2,3	2,8	3,3	2,7	3,1	3,4
Brésil	3,0	(3,0)	(1,6)	1,2	9,9	6,1	5,2
Europe de l'Est	7,6	(0,9)	1,5	2,6	8,9	5,4	5,0
Russie	3,5	(4,1)	(0,2)	1,5	13,4	6,9	6,2
Autres pays	15,7	3,4	3,1	3,2	5,8	6,6	6,7
Afrique du Sud	0,6	1,5	2,0	1,9	4,8	5,7	5,7
<b>Monde</b>	<b>100,0</b>	<b>3,1</b>	<b>3,4</b>	<b>3,7</b>	<b>3,1</b>	<b>3,1</b>	<b>3,4</b>

p : prévisions; \* Parité des pouvoirs d'achat : taux de change d'équilibre entre les monnaies, qui assure l'égalité des pouvoirs d'achat entre les pays; \*\* 2013.  
 Sources : Banque mondiale, Consensus Forecasts et Desjardins, Études économiques

### RISQUES INHÉRENTS AUX SCÉNARIOS

La faiblesse des économies émergentes, notamment en Chine, demeure une source d'inquiétude. Un ressac ou une longue stagnation de l'économie européenne et les risques géopolitiques qui persistent peuvent aussi perturber l'économie mondiale. Aux États-Unis, la prudence des ménages et les effets négatifs de la baisse de l'investissement pétrolier et de la force du dollar américain pourraient freiner davantage la croissance. Au Canada, les difficultés économiques pourraient s'intensifier et se prolonger si les prix du pétrole devaient diminuer de nouveau ou se stabiliser à un faible niveau plus longtemps que prévu. Il est également possible que la remontée des exportations s'essouffle prématurément, ce qui pourrait entraîner un net ralentissement du PIB réel. La situation du marché immobilier demeure aussi préoccupante et les ménages sont encore très endettés. Au Québec, la légère accélération de la croissance économique en 2016

puis en 2017 pourrait être compromise par un manque de vigueur des exportations et des investissements des entreprises. Le risque a monté d'un cran pour le secteur résidentiel puisque des baisses de prix sont amorcées à plusieurs endroits pour les copropriétés. Sur les marchés financiers, la confiance des investisseurs reste fragile alors que d'importants doutes demeurent sur la solidité de l'économie mondiale, notamment celle de la Chine, ainsi que sur les conséquences du resserrement monétaire américain. L'incertitude sur les prochains gestes de la Réserve fédérale risque aussi de nourrir la volatilité. Le maintien d'un surplus mondial de pétrole pourrait faire chuter les cours pétroliers encore plus bas, avec des conséquences importantes pour les marchés financiers au Canada.

**Tableau 2**  
**Sommaire des prévisions financières**

Fin de période en % (sauf si indiqué)	2015		2016				2017			
	T3	T4p	T1p	T2p	T3p	T4p	T1p	T2p	T3p	T4p
<b>Taux d'intérêt directeur</b>										
États-Unis	0,25	0,50	0,75	0,75	1,00	1,25	1,25	1,50	1,75	2,00
Canada	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,75	1,00
Zone euro	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,25
Royaume-Uni	0,50	0,50	0,50	0,50	0,75	1,00	1,00	1,25	1,25	1,50
<b>États-Unis – Obligations fédérales</b>										
2 ans	0,60	1,00	1,10	1,15	1,40	1,55	1,65	1,85	2,05	2,20
5 ans	1,35	1,70	1,95	2,00	2,15	2,25	2,30	2,45	2,55	2,65
10 ans	2,06	2,25	2,45	2,50	2,65	2,75	2,80	2,90	2,95	3,00
30 ans	2,88	2,95	3,05	3,10	3,15	3,20	3,25	3,30	3,35	3,40
<b>Canada – Obligations fédérales</b>										
2 ans	0,52	0,50	0,60	0,65	0,80	0,90	1,00	1,20	1,40	1,60
5 ans	0,80	0,75	1,00	1,15	1,30	1,40	1,50	1,65	1,80	1,95
10 ans	1,43	1,45	1,65	1,70	1,85	1,95	2,05	2,15	2,25	2,35
30 ans	2,20	2,15	2,25	2,35	2,40	2,45	2,55	2,60	2,70	2,80
<b>Marché des devises</b>										
Dollar canadien (USD/CAD)	1,33	1,39	1,39	1,35	1,33	1,33	1,32	1,30	1,27	1,23
Dollar canadien (CAD/USD)	0,75	0,72	0,72	0,74	0,75	0,75	0,76	0,77	0,79	0,81
Euro (EUR/USD)	1,12	1,08	1,05	1,03	1,02	1,01	1,03	1,04	1,05	1,08
Livre sterling (GBP/USD)	1,51	1,50	1,49	1,48	1,49	1,50	1,51	1,52	1,53	1,55
Yen (USD/JPY)	120	123	124	125	126	127	128	128	127	126
<b>Marchés boursiers*</b> (niveau et croissance)										
États-Unis (S&P 500)	2 025		Cible : 2 150 (+6,2 %)				Cible : 2 275(+5,8 %)			
Canada (S&P/TSX)	13 200		Cible : 13 850 (+4,9 %)				Cible : 14 800 (+6,9 %)			
<b>Matières premières</b> (moyenne annuelle)										
Pétrole WTI** (\$ US/baril)	49 (35*)		46 (55*)				62 (68*)			
Or (\$ US/once)	1 160 (1 070*)		1 030 (1 000*)				975 (950*)			

p : prévisions; \* Fin d'année; \*\* West Texas Intermediate .  
 Sources : Datastream et Desjardins, Études économiques

## SCÉNARIO FINANCIER

Les cours de la plupart des matières premières ont à nouveau reculé au cours des dernières semaines et le prix du pétrole *WTI* (*West Texas Intermediate*) est maintenant descendu aux environs de 35 \$ US le baril. Les devises et les Bourses liées aux matières premières, dont celles du Canada, ont ainsi connu une autre période difficile. À l'inverse, l'euro a rebondi aux environs de 1,10 \$ US après que la Banque centrale européenne a déçu les investisseurs au début du mois de décembre.

La bonne performance du marché du travail américain a finalement convaincu les dirigeants de la Réserve fédérale (Fed) d'amorcer un resserrement monétaire lors de leur rencontre du 16 décembre. La Fed a toutefois clairement signalé que les augmentations des taux directeurs américains se feront de façon très graduelle. Après une hausse de 0,25 % en décembre, nous prévoyons ainsi une

augmentation de seulement 0,75 % des taux des fonds fédéraux pour l'ensemble de 2016. La remontée des taux obligataires s'annonce donc limitée. Les cours pétroliers et le huard devraient demeurer très faibles au cours des prochains mois, mais ils pourraient amorcer une légèrement remontée en seconde moitié de 2016. La Banque du Canada n'envisagera pas une hausse de ses taux directeurs avant 2017. Une baisse supplémentaire des cours pétroliers et de nouvelles déceptions économiques pourraient même ouvrir la porte à un nouvel assouplissement monétaire au Canada en première moitié de 2016. Un long *statu quo* demeure cependant plus probable.

# OUTRE-MER

## Modestes améliorations prévues en 2016 et en 2017

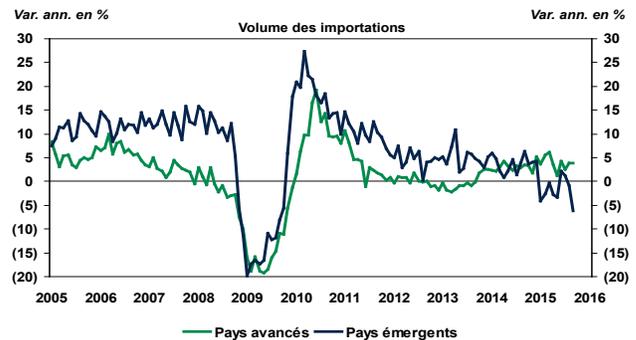
**Prévisions :** La croissance économique des pays avancés continuera de s'améliorer au cours des prochaines années, mais elle n'affichera pas de fortes accélérations. On table sur des gains de 1,9 % en 2015, de 2,0 % en 2016 et de 2,1 % en 2017. La croissance eurolandaise devrait être de 1,5 % en 2015 et en 2016 puis de 1,6 % en 2017. L'économie mondiale devrait obtenir un soutien un peu plus ferme de la part des pays émergents, et ce, malgré une économie chinoise qui ralentira de nouveau. Les PIB réels des économies émergentes devraient croître de 4,2 % en 2016 et de 4,6 % en 2017, après une progression plus lente de 3,9 % en 2015. Nos prévisions concernant la progression du PIB réel mondial sont de 3,1 % en 2015, de 3,4 % en 2016 et de 3,7 % en 2017.

Le volume des échanges commerciaux internationaux est encore en stagnation, une situation qui perdure depuis le début de l'année et qui concorde avec la faiblesse récente des économies émergentes. En septembre, le volume des échanges affichait une variation annuelle de -0,3 %, reflétant une hausse des importations de 3,9 % chez les pays avancés et une contraction de 6,2 % du côté des économies émergentes (graphique 1). Plus que le Canada ou les États-Unis, ce sont l'Allemagne, l'Australie, l'Italie et le Japon qui souffrent davantage de la faiblesse de la demande des pays émergents puisqu'ils y exportent une plus grande part de leur PIB. La modeste accélération des économies émergentes qui est prévue pour les prochaines années devrait aider le commerce mondial à sortir de sa torpeur.

### ÉCONOMIES AVANCÉES

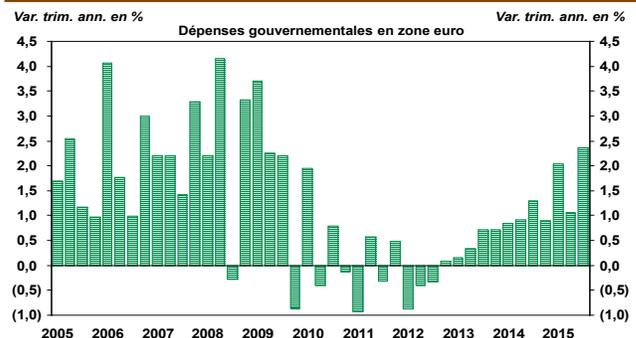
La croissance a de nouveau ralenti au troisième trimestre de 2015 en **zone euro**. Après une hausse de 2,2 % (à rythme annualisé) au premier trimestre, le PIB réel a ralenti à 1,6 % au printemps puis à 1,2 % à l'été. On remarque tout de même une accélération de la consommation et, surtout, des dépenses publiques dont la hausse trimestrielle annualisée de 2,4 % au troisième trimestre est la plus importante depuis le début de 2009 (graphique 2). L'investissement a été légèrement négatif, mais on peut espérer une meilleure progression à venir de ce côté puisque les indices PMI affichent une tendance haussière depuis quelques mois. Le PMI manufacturier eurolandais se situe même à son meilleur niveau depuis le début de 2014 (graphique 3). Les exportations nettes ont contribué négativement à la croissance du PIB réel au troisième trimestre; le solde commercial demeure élevé, mais il ne parvient plus à vraiment s'améliorer.

**Graphique 1 – La baisse de la demande des pays émergents est de plus en plus prononcée**



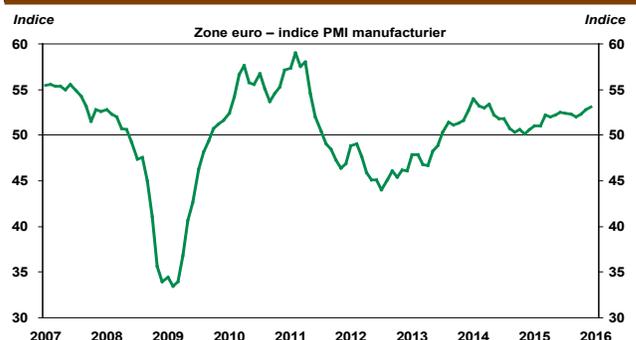
Sources : CPB Netherlands Bureau for Economic Policy Analysis et Desjardins, Études économiques

**Graphique 2 – Les dépenses publiques contribuent de plus en plus à la croissance du PIB réel eurolandais**



Sources : Eurostat et Desjardins, Études économiques

**Graphique 3 – L'indice PMI manufacturier eurolandais reprend une tendance haussière**



Sources : Markit, Datastream et Desjardins, Études économiques

La baisse prévue de l'euro, qui devrait se rapprocher de la parité avec le dollar américain au cours de 2016, aidera à donner un second souffle aux exportations européennes. La meilleure tenue du crédit, notamment des prêts aux ménages, suggère que la consommation contribuera encore à la croissance. Évidemment, les effets des attentats de Paris et des craintes liées au terrorisme sur la confiance des consommateurs sont encore à établir, ce qui pose un risque à la croissance, notamment en France. Pour l'ensemble de la zone euro, une hausse du PIB réel de 1,5 % est prévue en 2016, soit le même rythme qu'en 2015. Un gain de 1,6 % est anticipé pour 2017.

Au **Royaume-Uni**, le PIB réel devrait continuer d'enregistrer des taux de croissance trimestriels entre 2 % et 3 % pour une progression annuelle de 2,4 % en 2016, soit le même rythme qu'en 2015. Une légère décélération à 2,3 % est prévue pour 2017. Une première hausse de taux de la part de la Banque d'Angleterre est envisagée pour la seconde moitié de 2016.

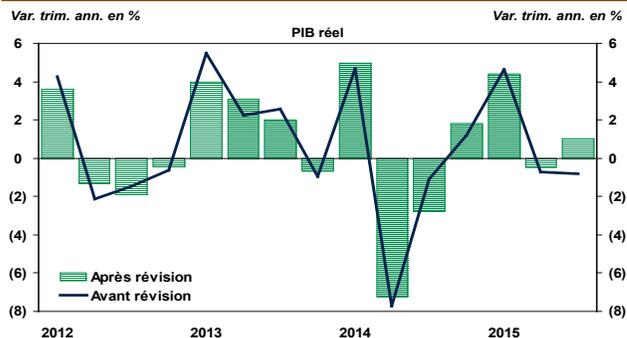
L'économie du **Japon** a finalement su éviter la récession technique. La deuxième estimation des comptes nationaux du troisième trimestre place la croissance à 1,0 % plutôt qu'à -0,6 % comme l'affichait la première version. Cela fait suite à une contraction de 0,5 % à l'hiver (graphique 4). C'est une meilleure performance de l'investissement qui a causé la révision haussière. On s'attend à d'autres croissances aux alentours de 1,0 % au cours des prochains trimestres. Pour l'ensemble de 2015, la progression du PIB réel ne devrait être que de 0,7 %, suivie par une hausse prévue de 1,1 % en 2016. Un retour plus près du potentiel est attendu pour 2017.

## ÉCONOMIES ÉMERGENTES

Le ralentissement économique en **Chine** devrait se poursuivre, mais à faible allure. Cette baisse de cadence, amenée par des éléments structurels (réformes économiques) et conjoncturels (ressac après le surinvestissement des dernières années), est aussi amplifiée par la force relative de la devise chinoise (graphique 5). Une atténuation de cette appréciation du yuan devrait aider les exportations chinoises à reprendre du tonus. On s'attend à une hausse de 6,8 % du PIB réel chinois en 2015, puis à des gains moins forts de 6,5 % en 2016 et de 6,3 % en 2017.

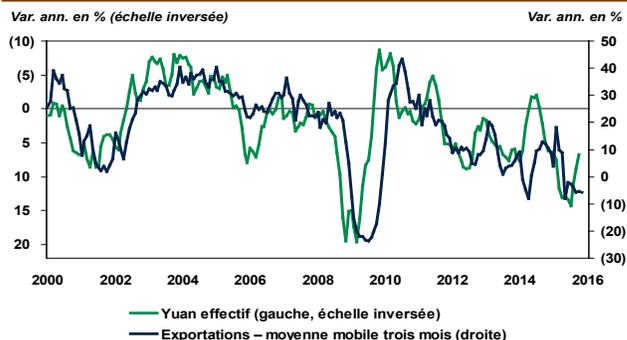
Parmi les autres principales économies émergentes, l'**Inde** devrait encore faire bonne figure avec des hausses du PIB réel de plus de 7,5 % en 2016 et en 2017. La récession devrait encore se faire sentir au **Brésil** et en **Russie** au début de 2016 (graphique 6), mais la croissance devrait revenir pour 2017, notamment si les cours des matières premières reprennent un peu de force.

Graphique 4 – Le Japon évite la récession technique



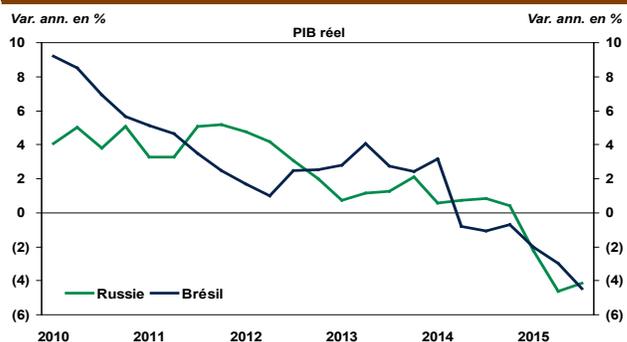
Sources : Cabinet Office et Desjardins, Études économiques

Graphique 5 – Une partie du ralentissement de l'économie chinoise semble provoquée par la hausse de la devise



Sources : Bank for International Settlements, National Bureau of Statistics of China et Desjardins, Études économiques

Graphique 6 – La récession sévit encore en Russie et au Brésil



Sources : Federal State Statistics Service, Brazilian Institute of Geography and Statistics et Desjardins, Études économiques

# ÉTATS-UNIS

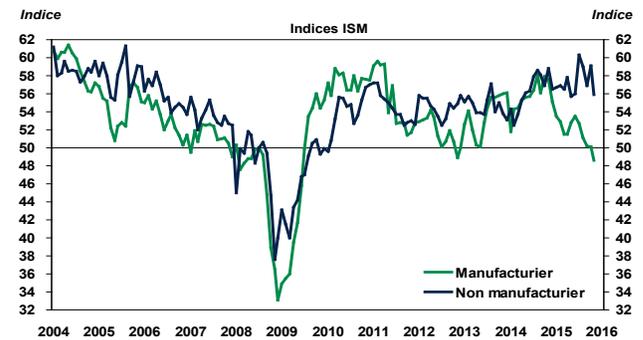
## La croissance prévue pour 2016 est revue à la baisse

**Prévisions :** L'économie américaine a ralenti sa cadence à l'été et elle devrait aussi se montrer moins vive au quatrième trimestre de 2015. Cette situation n'a pas empêché la Réserve fédérale (Fed) d'augmenter ses taux directeurs pour la première fois depuis 2006, mais il est clair que le reste du resserrement monétaire sera très graduel. Le secteur manufacturier a particulièrement de la difficulté à sortir de sa torpeur et cette situation pourrait perdurer pour une partie de 2016. Le PIB réel devrait afficher des croissances de 2,5 % en 2015 et en 2016. Il devrait ensuite croître de 2,7 % en 2017 alors que les effets négatifs de la hausse du dollar et de la chute des prix du pétrole s'estomperont.

Initialement estimée à 1,5 %, la variation trimestrielle annualisée du PIB réel du troisième trimestre de 2015 a été révisée à 2,1 % selon la deuxième estimation des comptes nationaux. Cela marque tout de même un ralentissement par rapport au bond de 3,9 % enregistré au printemps. Les plus récentes indications au sujet des stocks des entreprises et de la production de services suggèrent cependant que la troisième estimation amènera une révision à la baisse.

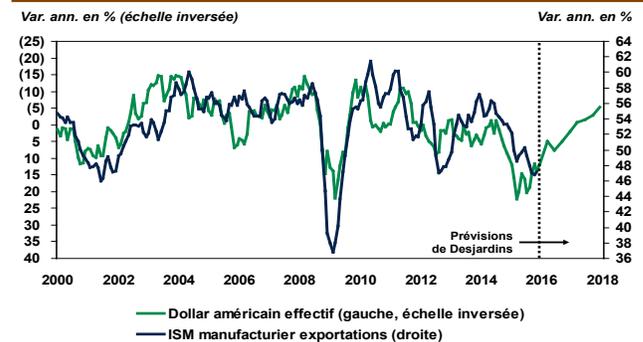
Parmi les éléments positifs concernant la conjoncture américaine récente, on retrouve une nouvelle accélération des embauches. Ainsi, le bilan sur l'ensemble de 2015 s'annonce plutôt bien avec 2 308 000 emplois créés au cours des 11 premiers mois de l'année, dont 509 000 en octobre et en novembre. Même si l'on s'attend à un peu moins d'embauches en 2016, le taux de chômage devrait facilement passer sous la barre de 5 %, ce qui confortera la Fed dans la poursuite graduelle de son resserrement monétaire. On note cependant une divergence qui caractérise bien la situation actuelle de l'économie américaine. Il ne s'est créé que 43 000 emplois dans les secteurs des biens au cours des six derniers mois, alors que le gain est de 1 232 000 du côté des services. Cet écart se manifeste aussi dans l'évolution des indices ISM (graphique 7). L'indice ISM manufacturier est tombé à 48,6 en novembre, son plus bas niveau depuis juin 2009. L'ISM non manufacturier se montre plus élevé à 55,9. Les problèmes de la fabrication sont nombreux, mais on retient surtout la faiblesse de la demande dans les pays émergents, la chute de l'investissement dans le secteur pétrolier et la force du dollar américain. Dans ce dernier cas, on prévoit que le dollar continuera son appréciation au cours des prochains mois et qu'il devrait culminer à la fin de 2016. Une hausse moins prononcée du dollar et son

**Graphique 7 – Aux États-Unis, l'ISM manufacturier est passé sous la barre des 50, mais l'indice non manufacturier tient bon**



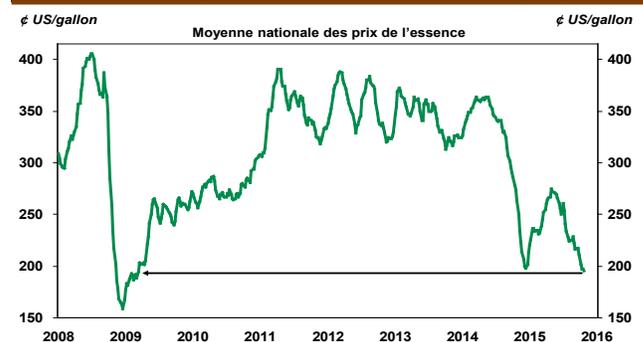
Sources : Institute for Supply Management et Desjardins, Études économiques

**Graphique 8 – L'atténuation et la fin de l'appréciation du billet vert devrait aider le secteur manufacturier américain**



Sources : Federal Reserve Board, Institute for Supply Management et Desjardins, Études économiques

**Graphique 9 – Les prix américains de l'essence ont continué de descendre pour atteindre un nouveau creux cyclique**



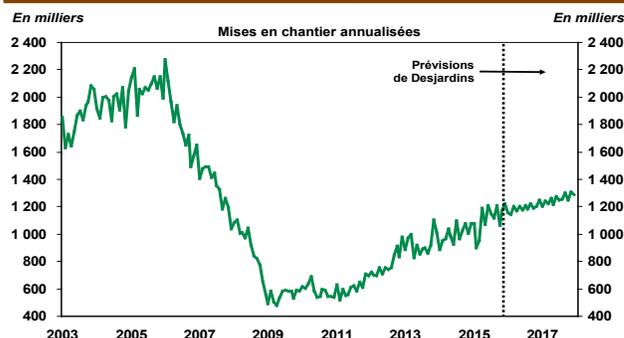
Sources : Energy Information Administration et Desjardins, Études économiques

éventuelle accalmie devraient aider le secteur manufacturier et les exportations nettes à se redresser, notamment en 2017 (graphique 8 à la page 6).

Les prix du pétrole demeureront faibles en 2016, mais les effets négatifs de la diminution des cours sur l'investissement des entreprises s'atténueront d'ici l'été prochain. La baisse des prix du pétrole a toutefois l'avantage de provoquer une rechute des prix de l'essence qui ont récemment atteint un creux cyclique (graphique 9 à la page 6). Pour le moment, cette situation n'a pas entraîné un rebond des indices de confiance. Ceux-ci demeurent plus bas qu'au début de 2015 alors que l'humeur des ménages semble restreinte par les craintes liées à la sécurité. On s'attend toutefois à ce que la croissance de la consommation reste bonne au cours de 2016, et ce, même si la forte progression des ventes d'automobiles devait se calmer.

Du côté de l'investissement résidentiel, le marché devrait être capable d'encaisser les hausses additionnelles de taux qui seront décrétées par la Fed, surtout si, comme prévu, elles se montrent très lentes. Les mises en chantier conserveront donc leur tendance de croissance modeste en 2016 et en 2017 (graphique 10), jumelée, comme au cours des dernières années, à une assez forte volatilité.

**Graphique 10 – Malgré la hausse des taux directeurs, la hausse des mises en chantier devrait se poursuivre aux États-Unis**



Sources : U.S. Census Bureau et Desjardins, Études économiques

Du côté des dépenses gouvernementales, on remarque que pour la première fois depuis 2010, les dépenses publiques auront contribué à la croissance en 2015 grâce à une accélération du côté des États et des localités. En 2016, l'entente survenue cet automne entre le Congrès et la Maison-Blanche suggère que les dépenses fédérales enregistreront une première hausse en 2016 et une autre en 2017, et ce, après cinq années de contributions négatives à la croissance.

**Tableau 3**  
**États-Unis : principaux indicateurs économiques**

Variation trimestrielle annualisée en % (sauf si indiqué)	2015		2016				Moyennes annuelles			
	T3	T4p	T1p	T2p	T3p	T4p	2014	2015p	2016p	2017p
<b>Produit intérieur brut réel*</b>	<b>2,1</b>	<b>1,6</b>	<b>2,9</b>	<b>2,7</b>	<b>2,5</b>	<b>2,8</b>	<b>2,4</b>	<b>2,5</b>	<b>2,5</b>	<b>2,7</b>
Dépenses personnelles	3,0	2,0	3,5	2,8	2,3	2,8	2,7	3,1	2,8	2,5
Construction résidentielle	7,3	7,0	(0,2)	1,3	2,3	1,7	1,8	8,6	3,3	1,7
Investissement des entreprises	2,4	3,6	3,8	6,3	7,1	7,3	6,2	3,2	4,7	6,4
Variation des stocks (G\$)	90,2	70,0	70,0	70,0	70,0	70,0	68,0	96,6	70,0	70,0
Dépenses publiques	1,7	1,8	1,9	2,0	2,4	1,3	(0,6)	0,8	2,0	1,6
Exportations	0,9	0,5	1,0	1,0	2,0	2,5	3,4	1,3	1,4	2,8
Importations	2,1	2,0	2,5	3,5	4,5	4,0	3,8	5,1	2,9	3,4
Demande intérieure finale	2,9	2,3	3,1	3,1	3,0	3,1	2,5	2,9	2,9	2,9
<b>Autres indicateurs</b>										
Produit intérieur brut nominal	3,4	2,5	5,0	4,0	4,1	4,7	4,1	3,5	4,1	4,6
Revenu personnel disponible réel	3,9	3,0	3,0	2,5	2,0	1,5	2,7	3,6	2,8	2,2
Emplois (selon entreprises)	1,8	1,8	1,5	1,5	1,4	1,6	1,9	2,1	1,6	1,4
Taux de chômage (%)	5,2	5,0	5,0	4,9	4,8	4,7	6,2	5,3	4,9	4,6
Mises en chantier (1)	1 158	1 153	1 167	1 183	1 205	1 213	1 001	1 112	1 192	1 256
Profits des entreprises** (2)	(4,7)	(2,0)	4,0	2,0	4,5	5,0	1,7	(0,5)	3,9	6,0
Taux d'épargne personnelle (%)	5,2	5,5	5,4	5,4	5,3	5,1	4,8	5,2	5,3	5,1
Taux d'inflation global (2)	0,1	0,4	1,4	1,0	1,2	2,0	1,6	0,1	1,4	2,5
Taux d'inflation de base*** (2)	1,8	2,0	2,0	1,7	1,7	1,6	1,7	1,8	1,8	1,9
Solde du compte courant (G\$)	(496,5)	(506,8)	(517,8)	(535,5)	(554,9)	(568,7)	(389,5)	(480,2)	(544,2)	(558,8)

p : prévisions; \* \$ US 2009; \*\* Avant impôts; \*\*\* Excluant aliments et énergie; (1) Milliers d'unités à rythme annualisé; (2) Glissement annuel.

Sources : Datastream et Desjardins, Études économiques

# CANADA

## Vers une fin d'année décevante

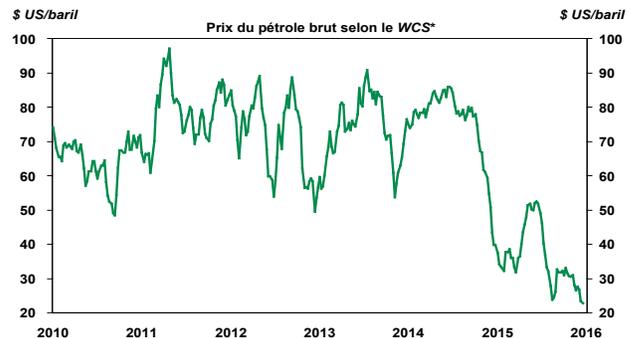
**Prévisions :** La croissance économique sera relativement faible pour 2015 en raison d'une récession technique dans les deux premiers trimestres et d'une fin d'année décevante. Il est donc prévu que le PIB réel n'augmentera que de 1,2 %. Une accélération graduelle est attendue par la suite alors que les effets néfastes de la baisse des prix de l'énergie s'estomperont et que les bienfaits de la remontée de certains investissements se feront sentir. L'année 2016 pourrait donc se solder par un gain de 1,7 %, tandis qu'une hausse de 2,2 % est prévue pour 2017.

Après deux trimestres consécutifs de recul, le PIB réel est retourné en territoire positif au troisième trimestre avec un gain de 2,3 % (à rythme trimestriel annualisé). Cette hausse s'explique essentiellement par une importante contribution du commerce extérieur, tandis que la demande intérieure est demeurée pratiquement inchangée, la progression des dépenses de consommation ayant été contrebalancée par une autre baisse des investissements. En outre, les investissements non résidentiels ont diminué de 5,8 % en raison des effets négatifs de la baisse des prix de l'énergie.

Malgré l'embellie survenue à l'été, la croissance s'annonce décevante pour le quatrième trimestre. La faiblesse des prix du pétrole s'est intensifiée à la fin de 2015 sur les marchés internationaux, ce qui a entraîné le prix du pétrole canadien (selon le *Western Canada Select*) sous la barre des 25 \$ US le baril (graphique 11). Dans ces conditions, il faut s'attendre à ce que la baisse des investissements des entreprises dans le secteur de l'énergie se prolonge encore quelques trimestres. De plus, la rentabilité des entreprises œuvrant dans le secteur de l'énergie souffre de plus en plus du recul des prix. Leurs opérations d'exploitation ont généré une perte de 1 G\$ au troisième trimestre et les pertes cumulatives s'élèvent à 2,4 G\$ depuis le début de l'année 2015 (graphique 12). En raison de coûts fixes importants, la détérioration de la rentabilité n'a pour l'instant pas trop affecté le volume de production de pétrole et de gaz. Avec le maintien de prix très bas, il est toutefois possible que le volume de production du secteur de l'énergie subisse tôt ou tard une baisse de régime.

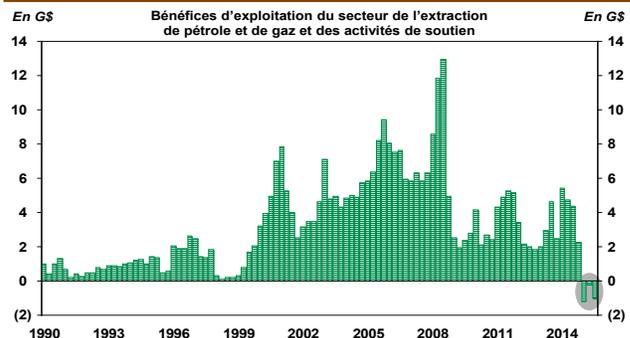
Le quatrième trimestre souffrira également d'un effet de base négatif en raison de la baisse de 0,5 % du PIB réel par industrie en septembre (graphique 13). Même si un certain rebond est probable en octobre, la croissance économique

**Graphique 11 – Le prix du pétrole canadien demeure très faible**



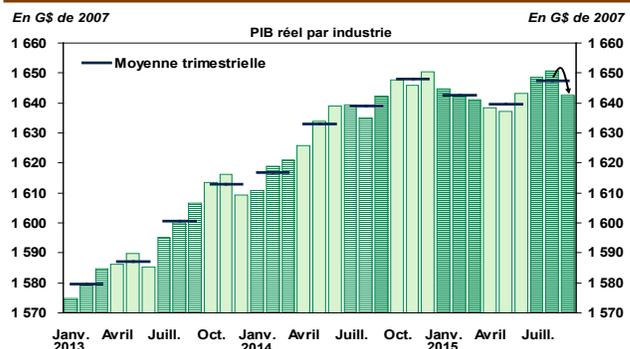
\* Western Canada Select.  
Sources : Bloomberg et Desjardins, Études économiques

**Graphique 12 – Le secteur du pétrole et du gaz produit à perte depuis quelques trimestres au Canada**



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

**Graphique 13 – Un acquis de croissance de -0,9 % pour le quatrième trimestre au Canada**

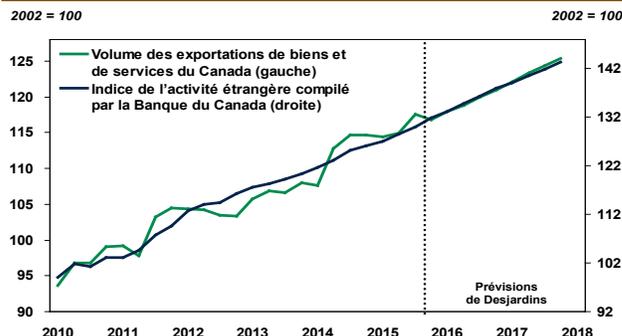


Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

du quatrième trimestre pourra difficilement dépasser la barre de 1 %. En outre, les exportations de marchandises ont recommencé à perdre du terrain avec une baisse cumulative de 6,3 % entre juillet et octobre, ce qui laisse craindre une contribution négative du commerce extérieur au quatrième trimestre. Malgré tout, la tendance des exportations reste positive en raison de la faiblesse du dollar canadien et de la vitalité de la demande américaine (graphique 14).

Les perspectives de croissance sont plus favorables pour l'année 2016. D'une part, les effets négatifs associés à la baisse des prix de l'énergie devraient s'estomper graduellement. D'autre part, le nouveau gouvernement canadien introduira dans son premier budget une augmentation significative des investissements publics. Cela devrait entraîner une accélération de la croissance économique au pays, en particulier à compter de la mi-2016. De plus, il est probable que la diminution du fardeau fiscal consentie aux familles de la classe moyenne amène une légère accélération des dépenses de consommation. Il est également prévu que les investissements non résidentiels reprendront de la vigueur au

**Graphique 14 – La tendance haussière des exportations devrait se poursuivre au Canada**



Sources : Statistique Canada, Banque du Canada et Desjardins, Études économiques

cours de 2016 alors que certaines entreprises n'œuvrant pas dans le secteur de l'énergie investiront davantage afin d'accroître leurs capacités de production. Au bout du compte, la demande intérieure pourrait recommencer à contribuer significativement à la croissance économique en 2016, mettant ainsi fin à plusieurs trimestres de léthargie.

**Tableau 4**  
**Canada : principaux indicateurs économiques**

	2015		2016				Moyennes annuelles			
	T3	T4p	T1p	T2p	T3p	T4p	2014	2015p	2016p	2017p
<b>Variation trimestrielle annualisée en % (sauf si indiqué)</b>										
<b>Produit intérieur brut réel*</b>	<b>2,3</b>	<b>0,7</b>	<b>1,9</b>	<b>2,0</b>	<b>2,4</b>	<b>2,6</b>	<b>2,5</b>	<b>1,2</b>	<b>1,7</b>	<b>2,2</b>
Consommation finale [dont :]	0,8	1,4	1,8	1,8	1,9	1,6	1,9	1,7	1,6	1,9
<i>Consommation des ménages</i>	1,8	1,6	1,9	1,8	1,8	1,6	2,6	1,9	1,8	2,0
<i>Consommation des administrations publiques</i>	(1,6)	1,0	1,5	1,7	2,0	1,7	0,3	1,0	1,1	1,7
Formation brute de capital fixe [dont :]	(2,8)	(2,7)	(1,2)	(0,7)	2,4	6,1	0,7	(2,7)	(1,0)	2,6
<i>Bâtiments résidentiels</i>	2,5	(1,5)	(1,5)	(1,1)	(0,7)	(0,4)	2,5	3,5	(0,7)	(0,2)
<i>Ouvrages non résidentiels</i>	(6,5)	(5,0)	(2,5)	(1,5)	0,0	3,0	(0,4)	(10,0)	(3,1)	3,1
<i>Machines et matériel</i>	(4,5)	(3,5)	(1,5)	(0,5)	1,0	3,0	1,0	(1,8)	(2,4)	3,3
<i>Produits de propriété intellectuelle</i>	(8,1)	(4,0)	1,0	(0,5)	0,0	0,5	(4,2)	(11,4)	(2,4)	0,9
<i>FBCF** des administrations publiques</i>	(2,2)	1,0	1,0	1,5	15,0	30,0	2,1	3,3	4,0	6,5
Variation des stocks (G\$ de 2007)	0,7	1,0	1,0	2,3	1,8	1,5	9,9	5,0	1,6	0,6
Exportations	9,4	(2,5)	4,0	3,0	3,7	3,5	5,3	3,0	3,0	3,6
Importations	(2,9)	(3,0)	1,5	1,5	1,8	3,5	1,8	0,4	0,0	2,8
Demande intérieure finale	0,0	0,4	1,1	1,2	2,0	2,7	1,6	0,6	1,0	2,1
<b>Autres indicateurs</b>										
Produit intérieur brut nominal	2,7	1,7	3,4	4,0	4,4	5,1	4,3	0,9	3,2	4,5
Revenu personnel disponible réel	0,8	2,0	2,5	2,2	2,2	2,0	1,1	2,4	2,1	2,3
Emplois	0,8	0,8	0,6	1,0	1,3	1,1	0,6	0,8	0,9	1,0
Taux de chômage (%)	7,0	7,0	7,0	7,0	7,0	6,9	6,9	6,9	7,0	6,8
Mises en chantier (1)	213	202	192	187	183	181	189	196	186	178
Profits des entreprises*** (2)	(19,2)	(15,0)	(2,0)	(2,0)	5,0	7,0	7,0	(15,9)	2,0	12,6
Taux d'épargne personnelle (%)	4,2	4,3	4,4	4,5	4,6	4,7	4,2	4,6	4,6	4,8
Taux d'inflation global (2)	1,2	1,4	1,6	1,4	1,3	1,6	2,0	1,1	1,5	2,0
Taux d'inflation de base**** (2)	2,2	2,0	1,8	1,7	1,7	2,0	1,8	2,2	1,8	2,0
Solde du compte courant (G\$)	(16,2)	(15,5)	(13,0)	(12,0)	(11,0)	(10,0)	(44,9)	(67,4)	(46,0)	(38,0)

p : prévisions; \* \$ 2007; \*\* Formation brute de capital fixe; \*\*\* Avant impôts; \*\*\*\* Excluant les huit composantes les plus volatiles; (1) Milliers d'unités à rythme annualisé; (2) Glissement annuel.

Sources : Datastream et Desjardins, Études économiques

# QUÉBEC

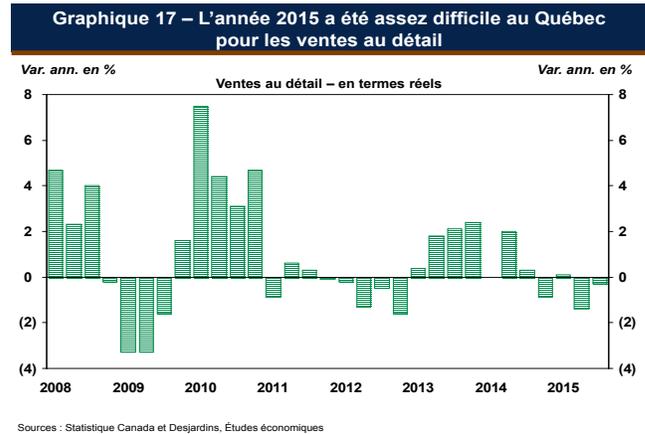
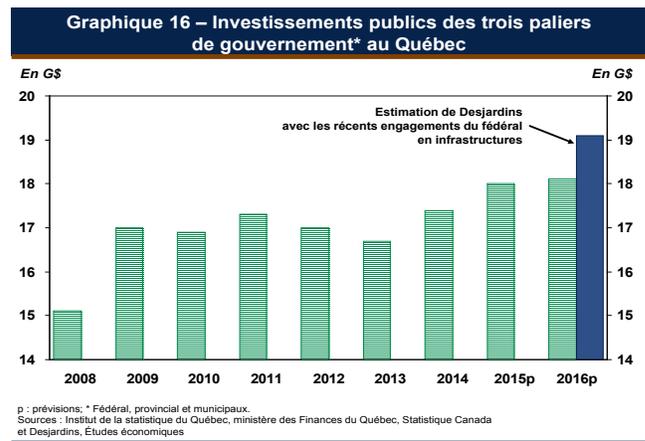
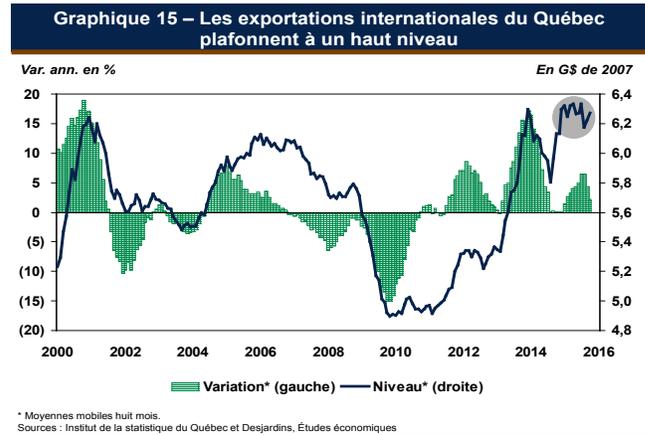
## L'économie a du mal à accélérer

**Prévisions :** L'accélération tant attendue de la croissance économique, qui a fait défaut en 2015 avec un rythme estimé de 1,3 %, devrait se manifester graduellement dès l'an prochain. La progression du PIB réel devrait atteindre 1,5 % en 2016 et 1,7 % l'année suivante. La bonne tenue des exportations et le redressement des investissements des entreprises seront de bons points d'appui, tout comme les investissements en infrastructures. La situation financière délicate des ménages continuera de limiter leurs dépenses.

La hausse des exportations internationales s'est essouffée au fil de 2015. Bien que le niveau actuel se situe à un sommet depuis 2001, une certaine hésitation caractérise la période récente (graphique 15). Les expéditions vers l'Asie et l'Europe ont fléchi en raison des difficultés économiques alors que celles vers les États-Unis poursuivent leur essor. Étant donné que les bienfaits de l'amélioration de la demande américaine et de la dépréciation du huard s'estomperont graduellement, la croissance des exportations internationales du Québec ne fera que se maintenir au cours des deux prochaines années. Les exportations vers le reste du Canada, qui diminuent depuis deux ans, devraient toutefois s'améliorer à compter de 2016.

Beaucoup d'espoirs reposent sur les investissements des gouvernements afin d'alimenter une croissance économique plus rapide. Les sommes additionnelles qui seront investies dans les infrastructures par le gouvernement fédéral (graphique 16) rehausseront un peu l'activité économique à compter de 2016. Du côté des entreprises, l'indice de confiance de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante continue de s'affaiblir. Une amélioration sera nécessaire pour que les investissements des entreprises se redressent graduellement.

Les mesures fiscales annoncées par le gouvernement fédéral seront positives pour les familles de la classe moyenne. Globalement, c'est 1,2 G\$ supplémentaire qui se retrouvera dans les poches des Canadiens, dont une partie au Québec. Cela donnera enfin un peu d'oxygène aux ménages. Il ne faut toutefois pas s'attendre à un apport beaucoup plus important des consommateurs en 2016 et en 2017. Leur situation financière demeure fragile et leur marge de manœuvre est assez réduite en cas d'imprévu. Les faillites personnelles ont d'ailleurs tendance à remonter depuis quelques mois et

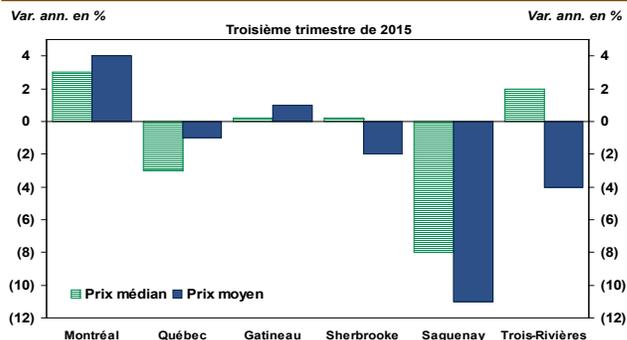


les ventes au détail ont à peine progressé récemment (graphique 17 à la page 10).

Certaines statistiques sont toutefois plus favorables pour les consommateurs. L'indice de confiance a remonté près de la moyenne historique, la création d'emplois a été assez bonne en 2015 et les revenus après impôts et inflation ont progressé un peu plus rapidement. Le marché du travail devrait continuer de s'améliorer avec l'ajout de 35 000 postes, en moyenne, en 2016 et de 25 000 l'année suivante. Le taux de chômage, qui se situait à 7,5 % en novembre dernier, fléchira graduellement près de 7,0 % en 2017.

Le secteur de l'habitation fait certains progrès. Les ventes de maisons existantes sont en voie de connaître leur première hausse en cinq ans. L'offre de propriétés à vendre reste toutefois supérieure à la demande, de sorte que la progression annuelle des prix demeure autour de 1,5 %. Le contexte est plus difficile pour le marché de la copropriété qui se trouve encore en situation excédentaire. Un léger recul des prix est d'ailleurs amorcé dans plusieurs agglomérations (graphique 18) et un repli de la construction neuve est en cours<sup>1</sup>. Il faudra un an ou deux avant d'assister à un retour à des

**Graphique 18 – Marché de la revente de copropriétés : baisse des prix dans plusieurs RMR\* du Québec**



\* Région métropolitaine de recensement.  
Sources : Fédération des chambres immobilières du Québec par le système Centris® et Desjardins, Études économiques

conditions plus saines pour les copropriétés. Étant donné que cet ajustement se poursuivra, aucun redressement des mises en chantier totales n'est prévu au cours des deux prochaines années.

<sup>1</sup> Desjardins, Études économiques, *Point de vue économique*, « Marché de la copropriété au Québec : encore en surplus », 10 décembre 2015, [www.desjardins.com/ressources/pdf/pv151210f.pdf?resVer=1449758316000](http://www.desjardins.com/ressources/pdf/pv151210f.pdf?resVer=1449758316000).

**Tableau 5**  
**Québec : principaux indicateurs économiques**

	2013	2014	2015p	2016p	2017p
Var. ann. en % (sauf si indiqué)					
<b>Produit intérieur brut réel*</b>	1,2	1,5	1,3	1,5	1,7
Consommation finale [dont :]	1,5	1,0	1,0	1,1	1,5
<i>Consommation des ménages</i>	1,8	1,5	1,5	1,6	1,8
<i>Consommation des administrations publiques</i>	0,8	0,2	(0,7)	0,2	1,0
Formation brute de capital fixe [dont :]	(5,5)	(4,8)	0,1	1,8	3,3
<i>Bâtiments résidentiels</i>	(4,7)	(0,1)	(0,6)	0,5	1,0
<i>Ouvrages non résidentiels</i>	(0,2)	(14,3)	(2,5)	1,8	3,9
<i>Machines et matériel</i>	(17,4)	(10,7)	0,5	2,1	3,7
<i>Produits de propriété intellectuelle</i>	(5,5)	(4,5)	(1,5)	(2,6)	(1,3)
<i>FBCF** des administrations publiques</i>	(3,7)	0,6	1,5	5,3	7,7
Variation des stocks (M\$ de 2007)	2 048	1 127	2 000	1 800	2 400
Exportations	0,8	4,5	2,4	2,9	3,4
Importations	(1,3)	0,3	0,8	2,3	3,1
Demande intérieure finale	0,0	(0,2)	0,8	1,3	1,9
<b>Autres indicateurs</b>					
Produit intérieur brut nominal	2,0	2,5	2,3	3,2	3,8
Revenu personnel disponible réel	1,3	1,5	2,3	3,0	3,2
Rémunération hebdomadaire	1,3	2,1	2,3	2,0	2,1
Emplois	1,4	0,0	1,0	0,9	0,6
Taux de chômage (%)	7,6	7,7	7,6	7,3	7,2
Taux d'épargne personnelle (%)	4,4	4,0	3,5	3,3	3,0
Ventes au détail	2,5	1,7	0,8	2,5	3,0
Mises en chantier (1)	37,8	38,8	36,0	36,0	36,5
Taux d'inflation global	0,7	1,4	1,1	1,6	2,1

p : prévisions; \* \$ 2007; \*\* Formation brute de capital fixe; (1) Milliers d'unités à rythme annualisé.

Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, Société canadienne d'hypothèques et de logement et Desjardins, Études économiques

# ONTARIO ET AUTRES PROVINCES

## Les provinces productrices de pétrole tirent encore de l'arrière

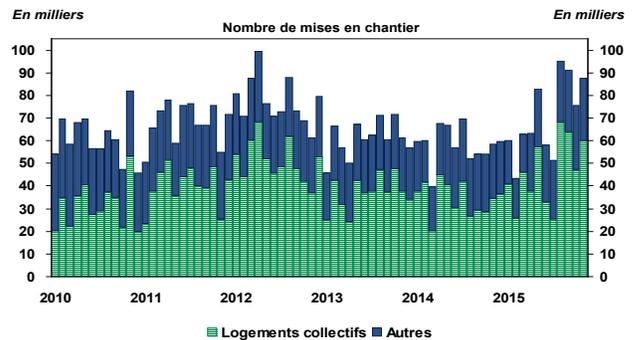
**Prévisions :** Des disparités régionales importantes persistent au sein des perspectives économiques au pays. Les provinces davantage orientées vers la fabrication continueront de bénéficier de la vitalité de la demande américaine et de la valeur plus faible du huard. Ainsi, l'Ontario, la Colombie-Britannique, le Manitoba ainsi que la plupart des provinces maritimes devraient connaître une croissance économique supérieure à la moyenne nationale au cours des prochaines années. À l'opposé, les provinces dépendantes des ressources naturelles continueront de souffrir de la baisse des prix de l'énergie. L'Alberta, la Saskatchewan et Terre-Neuve-et-Labrador connaîtront encore des difficultés en 2016 et en 2017.

### ONTARIO

Selon les plus récentes données du ministère des Finances de l'Ontario, la variation trimestrielle du PIB réel de la province est demeurée en territoire positif à l'hiver et au printemps dernier. Ces résultats détonnent par rapport à ceux du Canada, qui comportaient un léger recul de la production. L'Ontario n'a évidemment pas autant souffert que d'autres régions de la baisse des prix de l'énergie. Certains effets néfastes se sont néanmoins fait sentir sur la province par le biais de la réduction des investissements des entreprises.

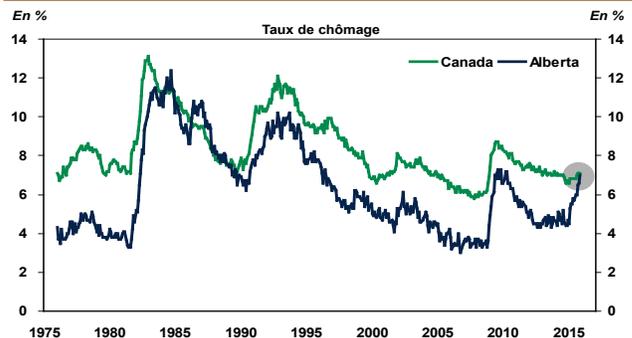
Les perspectives de la province demeurent assez bonnes pour 2016 et 2017. La faible valeur du dollar canadien et la vitalité de la demande américaine continuent d'engendrer des conditions favorables au secteur manufacturier ontarien. De plus, l'industrie de l'automobile nord-américaine a récemment repris de la vigueur après quelques mois plus difficiles. À l'image des autres provinces, l'Ontario devrait aussi bénéficier d'une accélération des investissements en infrastructures du gouvernement fédéral à compter de la mi-2016. Le marché de l'habitation devrait cependant ralentir quelque peu en 2016 et en 2017. À 87 400 unités en novembre 2015, le nombre de mises en chantier demeure à un niveau au-dessus de la formation annuelle de ménages dans la province (graphique 19). Une progression plus lente est donc attendue dans les années à venir, en particulier pour les copropriétés. Au bout du compte, la croissance de l'économie ontarienne devrait continuer à surpasser la moyenne nationale au cours des trimestres à venir.

**Graphique 19 – La construction résidentielle demeure vigoureuse en Ontario**



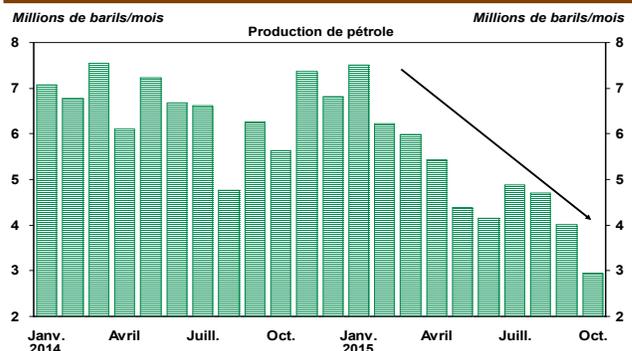
Sources : Société canadienne d'hypothèques et de logement et Desjardins, Études économiques

**Graphique 20 – Le taux de chômage de l'Alberta a presque rejoint la moyenne nationale**



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

**Graphique 21 – La production de pétrole est en forte baisse à Terre-Neuve-et-Labrador**



Sources : Canada-Newfoundland Offshore Petroleum Board et Desjardins, Études économiques

## PROVINCES DE L'OUEST

Le maintien de prix de l'énergie très bas est une mauvaise nouvelle pour les économies de l'Alberta et de la Saskatchewan. La baisse des investissements dans le secteur de l'énergie y a été importante, de sorte que ces provinces ont subi une récession en 2015. Le taux de chômage est d'ailleurs monté à 7,0 % en novembre en Alberta, ce qui constitue une nette augmentation par rapport au niveau observé à pareille date l'an dernier, soit 4,4 %. Ainsi, pour la première fois depuis la fin des années 1980, le taux de chômage de l'Alberta a presque rejoint la moyenne nationale qui s'élevait à 7,1 % en novembre (graphique 20 à la page 12). Force est de constater que les ajustements en cours en Alberta et en Saskatchewan se poursuivront encore un certain temps. Les perspectives de croissance économique pour les années 2016 et 2017 sont donc assez faibles.

Au Manitoba, après une année difficile en 2014, la production de céréales a retrouvé le chemin de la croissance en 2015 avec une hausse de 14,6 %. Cela s'ajoutera à l'embellie du secteur manufacturier et permettra à la province de connaître une progression du PIB réel légèrement supérieure à la moyenne nationale entre 2015 et 2017.

La Colombie-Britannique continue de profiter de son commerce avec l'Asie, et ce, malgré un certain ralentissement de la croissance dans cette région du globe. Ainsi, le trafic de conteneurs affiche une hausse de 5 % au port de Vancouver dans les dix premiers mois de 2015. La province bénéficie également de l'embellie de la construction résidentielle aux États-Unis, ce qui se traduit par une plus forte demande pour les produits forestiers de la Colombie-Britannique.

## PROVINCES DE L'ATLANTIQUE

Terre-Neuve-et-Labrador étant fortement dépendante de l'industrie de l'énergie, le PIB réel de la province continuera probablement à reculer en 2015 et en 2016. En outre, la production de pétrole est en baisse de presque 20 % dans les neuf premiers mois de 2015 (graphique 21 à la page 12). La remontée graduelle des prix de l'énergie prévue au cours des prochains trimestres devrait toutefois permettre une légère amélioration des conditions économiques en 2017. En ce qui concerne les provinces maritimes, l'embellie du secteur manufacturier devrait permettre une accélération du PIB réel au cours des prochaines années.

**Tableau 6**  
**Ontario : principaux indicateurs économiques**

	2013	2014	2015p	2016p	2017p
Var. ann. en % (sauf si indiqué)					
<b>Produit intérieur brut réel*</b>	<b>1,3</b>	<b>2,7</b>	<b>1,9</b>	<b>2,3</b>	<b>2,6</b>
Consommation finale [dont :]	1,4	2,1	2,1	1,6	1,9
<i>Consommation des ménages</i>	2,0	2,5	2,7	2,0	2,1
<i>Consommation des administrations publiques</i>	0,0	0,7	0,6	0,6	1,5
Formation brute de capital fixe [dont :]	(7,2)	1,4	1,8	0,8	3,3
<i>Bâtiments résidentiels</i>	(1,7)	0,4	4,0	(1,0)	(0,5)
<i>Ouvrages non résidentiels</i>	(5,6)	1,6	4,0	0,5	5,0
<i>Machines et matériel</i>	(22,2)	6,9	(3,0)	0,5	5,5
<i>Produits de propriété intellectuelle</i>	(4,7)	(2,8)	(3,0)	0,3	3,0
<i>FBCF** des administrations publiques</i>	(7,7)	1,4	1,5	4,5	6,0
Variation des stocks (M\$ de 2007)	2 984	4 900	4 500	3 000	2 500
Exportations	2,0	1,9	2,0	3,6	4,0
Importations	(1,0)	1,1	2,2	1,5	3,0
Demande intérieure finale	(0,3)	1,9	2,0	1,5	2,2
<b>Autres indicateurs</b>					
Produit intérieur brut nominal	1,9	4,1	2,7	4,5	4,6
Revenu personnel disponible réel	1,4	0,9	3,0	2,1	2,2
Rémunération hebdomadaire	1,6	2,0	2,6	2,2	2,3
Emplois	1,8	0,8	0,6	1,0	1,1
Taux de chômage (%)	7,6	7,3	6,8	6,8	6,7
Taux d'épargne personnelle (%)	3,9	2,2	2,8	3,0	4,5
Ventes au détail	2,3	5,0	4,3	4,7	4,9
Mises en chantier (1)	61,1	59,1	70,9	68,7	62,3
Taux d'inflation global (2)	1,0	2,4	1,2	1,6	2,1

p : prévisions; \* \$ 2007; \*\* Formation brute de capital fixe; (1) Milliers d'unités à rythme annualisé; (2) Glissement annuel.

Sources : Statistique Canada, ministère des Finances de l'Ontario, Société canadienne d'hypothèques et de logement et Desjardins, Études économiques

### Tableau 7

#### Canada : principaux indicateurs économiques par province

	2013	2014	2015p	2016p	2017p
Moyenne annuelle en % (sauf si indiqué)					
<b>Croissance du PIB réel – Canada</b>	<b>2,2</b>	<b>2,5</b>	<b>1,2</b>	<b>1,7</b>	<b>2,2</b>
Atlantique	1,9	(0,4)	0,6	1,1	1,9
Québec	1,2	1,5	1,3	1,5	1,7
Ontario	1,3	2,7	1,9	2,3	2,6
Manitoba	2,4	2,3	1,7	2,1	2,5
Saskatchewan	5,8	1,9	0,0	0,5	1,7
Alberta	5,1	4,8	(1,0)	0,3	1,6
Colombie-Britannique	2,1	3,2	2,0	2,3	2,7
<b>Taux d'inflation global – Canada</b>	<b>0,9</b>	<b>2,0</b>	<b>1,1</b>	<b>1,5</b>	<b>2,0</b>
Atlantique	1,2	1,7	0,4	1,4	1,9
Québec	0,7	1,4	1,1	1,6	2,1
Ontario	1,0	2,4	1,2	1,6	2,1
Manitoba	2,2	1,9	1,2	1,5	1,9
Saskatchewan	1,5	2,4	1,6	1,3	1,6
Alberta	1,4	2,6	1,2	1,2	1,5
Colombie-Britannique	(0,1)	1,0	1,0	1,7	2,0
<b>Croissance de l'emploi – Canada</b>	<b>1,5</b>	<b>0,6</b>	<b>0,8</b>	<b>0,9</b>	<b>1,0</b>
Atlantique	(0,1)	(0,9)	(0,4)	0,6	0,8
Québec	1,4	0,0	1,0	0,9	0,6
Ontario	1,8	0,8	0,6	1,0	1,1
Manitoba	0,7	0,1	1,5	0,8	1,0
Saskatchewan	3,1	1,0	0,5	0,0	0,8
Alberta	2,5	2,2	1,2	0,0	0,8
Colombie-Britannique	0,1	0,6	1,2	1,5	1,3
<b>Taux de chômage – Canada</b>	<b>7,1</b>	<b>6,9</b>	<b>6,9</b>	<b>7,0</b>	<b>6,8</b>
Atlantique	10,2	10,0	10,0	10,0	9,5
Québec	7,6	7,7	7,6	7,3	7,2
Ontario	7,6	7,3	6,8	6,8	6,7
Manitoba	5,4	5,4	5,6	5,8	5,5
Saskatchewan	4,1	3,8	5,0	5,7	5,5
Alberta	4,6	4,7	6,0	7,1	6,8
Colombie-Britannique	6,6	6,1	6,1	6,0	5,9
<b>Croissance des ventes au détail – Canada</b>	<b>3,2</b>	<b>4,6</b>	<b>2,2</b>	<b>3,6</b>	<b>4,0</b>
Atlantique	2,6	3,1	1,3	2,8	3,3
Québec	2,5	1,7	0,8	2,5	3,0
Ontario	2,3	5,0	4,3	4,7	4,9
Manitoba	3,9	4,3	1,5	3,5	3,8
Saskatchewan	5,1	4,6	(2,8)	1,5	2,0
Alberta	6,9	7,5	(3,5)	1,0	1,8
Colombie-Britannique	2,4	5,6	6,8	5,5	6,0
<b>Mises en chantier – Canada (milliers d'unités)</b>	<b>187,9</b>	<b>189,3</b>	<b>195,6</b>	<b>185,6</b>	<b>177,5</b>
Atlantique	10,3	8,0	8,5	8,4	9,1
Québec	37,8	38,8	36,0	36,0	36,5
Ontario	61,1	59,1	70,9	68,7	62,3
Manitoba	7,5	6,2	5,6	5,0	5,6
Saskatchewan	8,3	8,3	5,4	5,0	5,5
Alberta	36,0	40,6	38,6	35,0	32,5
Colombie-Britannique	27,1	28,4	30,6	27,5	26,0

p : prévisions

Sources : Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement et Desjardins, Études économiques